

Les Magistrats

Les magistrats du siège

Les juges.

Lorsqu'ils sont chargés de rendre une décision de justice, ils le font au nom du peuple belge. Ils constituent les garants des règles existantes.

On appelle magistrats du siège car ils restent assis lors des séances du tribunal, contrairement aux magistrats du parquet qui seront debout lorsqu'ils parlent.

Ils portent des noms spécifiques selon leur fonction : juge aux affaires familiales, juge d'instruction, juge des référés, juge de l'expropriation, juge de l'application des peines, ect... Dans tous les cas, on s'adresse à eux en disant « Monsieur ou Madame le juge ».

Ils interviennent dans les justices de paix, les tribunaux de police, les tribunaux de première instance, les cours d'appel et la cour de cassation.

Les magistrats debout

Procureurs, avocats généraux, substituts...

Devant les tribunaux, ils représentent les intérêts de la société et veillent au respect de l'ordre public. Ils ne sont donc pas présents devant les tribunaux civils où les affaires concernent deux personnes privées, morales ou physiques. Ils sont par contre des acteurs importants au sein des tribunaux pénaux et des tribunaux administratifs, ils défendent alors les intérêts de la société face au gouvernement.

D'autre part, le procureur joue un rôle important en amont du procès puisque c'est lui qui va décider si une affaire ira ou non devant un tribunal (il peut notamment choisir de la « classer sans suite » et il n'y aura alors pas de jugement).

Les noms spécifiques qu'ils portent (procureurs généraux, substitut du procureur,...) dépendent de leur place dans l'échelle hiérarchique.

Les juges non professionnels

Magistrats sociaux

Ce sont des personnes qui vont être amenées à remplir temporairement des fonctions de magistrat.

Leur mode de désignation est variable. Ils peuvent être élus (les conseillers des tribunaux du travail, les juges du tribunal de commerce,...), tirés au sort (les jurés des cours d'assises) ou encore désignés par la justice sur candidature (les assesseurs qui siègent aux côtés du juge des enfants au tribunal pour enfants ou les juges de proximité de la magistrature sur proposition du Ministère de la Justice).

Leurs interventions sont essentiellement celle d'hommes de terrain, connaissant particulièrement l'aspect pratique, concret et quotidien des conflits.

Ils composent en partie le tribunal du travail et le tribunal de commerce.

La **jurisprudence** est en pratique une source de droit essentielle. A partir des arguments apportés par chaque partie, les juges sont en effet amenés à trancher entre les différentes interprétations qui leur sont proposées. Si ces derniers retiennent la solution nouvelle apportée par une des parties, ils créent une nouvelle règle de droit.

Faire évoluer la jurisprudence (et donc le droit) peut ainsi passer par une réflexion innovante et collective autour des arguments à employer devant les juges.

D'autres part, porter une action devant les tribunaux et obliger les juges à prendre position, peut permettre de faire avancer le débat et de donner à la lutte une dimension plus importante.